



Paris, le 17 avril 2020

Olivier DUSSOPT
Secrétaire d'état chargé de la Fonction Publique
Auprès du Ministre de l'action et des comptes publics

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

L'ordonnance n°2020-430 du 15 avril 2020 relative à la prise de jours de réduction du temps de travail ou de congés dans la fonction publique de l'Etat et la fonction territoriale au titre de la période d'urgence sanitaire a été publiée au journal officiel le 16 avril 2020.

Comme nous vous l'avons indiqué lors des conférences téléphonées, nous ne pouvons pas accepter que des éléments touchant au temps de travail des fonctionnaires et agents publics soient décidés de manière unilatérale par le Gouvernement sans consultation des instances.

De plus, nous vous rappelons notre opposition à cette ordonnance qui tend à opposer les agents publics entre eux et les rend responsable de leur situation administrative, imposée par l'administration. Rappelons que les agents n'ont pas choisi leur situation administrative, en présentiel, en télétravail ou en autorisation spéciale d'absence (ASA). Au final pour certains d'entre eux, c'est la triple peine, et notamment ceux en ASA, qui ne génèrent pas de JRTT, ne sont pas éligibles à la prime et se voient retirer des jours de congés de manière rétroactive. Cette dernière mesure nous interpelle par ailleurs sur sa légalité.

Au-delà de notre opposition formelle à cette ordonnance, elle nécessite pour autant des précisions.

Concernant les ASA, nous souhaitons savoir si toutes les ASA seront traitées de la même manière. En effet, au-delà des ASA liées au confinement il y a également les ASA pour gardes d'enfants, et les ASA dites « réserve opérationnelle ». Tous ces agents subiront-ils la triple peine ?

Concernant la prime, nous avons noté que Monsieur Darmanin annonçait 400 000 agents éligibles à la Fonction publique de l'Etat pour un budget de 300 millions d'euros. De fait, le Gouvernement a d'emblée décidé que tous les agents ne pourraient pas bénéficier du plafond de la prime (1000 euros). En effet, sans être un expert en mathématiques, on comprend vite qu'il aurait fallu 400 millions pour servir tous les bénéficiaires au plafond.

Nous souhaitons avoir une précision avant la publication du décret concernant la notion de surcroît d'activité. Pour illustrer notre interrogation : un agent qui a travaillé sur son site ou en télétravail durant la crise, en faisant les mêmes horaires journaliers que d'habitude, percevra-t-il la prime ?

Concernant la Fonction publique territoriale, nous rappelons notre totale opposition aux modalités choisies. Renvoyer son octroi à l'assemblée délibérante de chaque collectivité va de fait entraîner des inégalités.

L'argument de la libre administration ne peut suffire sur ce point. L'Etat aurait pu décliner un budget propre garantissant ce versement pour tous les agents territoriaux concernés.

Concernant la Fonction publique hospitalière, des problèmes du même ordre apparaissent. Par exemple, comment interpréter la notion de « service » pour bénéficier de la prime quand on sait que de nombreux agents hospitaliers ont souvent volontairement proposé de venir soutenir les services affectés au traitement du COVID alors qu'eux-mêmes sont affectés administrativement dans des services différents ?

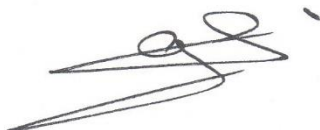
Toutes ces interrogations, auxquelles nous attendons vos réponses, légitiment le fait que ce projet de décret puisse être discuté au préalable avec les organisations syndicales représentatives.

Nous souhaitons vous alerter sur un point particulier concernant les agents ayant fait valoir leurs droits à la retraite et qui auraient dû bénéficier d'un changement d'échelon ou de grade depuis le mois de janvier 2020. Par exemple à la CNRACL, les commissions paritaires qui valident la situation des agents n'ont pas pu se tenir et, de fait, certains agents risquent de voir leur retraite calculée sans avoir eu le bénéfice de leur dernier échelon. Il nous paraît nécessaire de trouver la solution résolvant ce problème.

Nous tenons également à attirer votre attention sur le dispositif des congés bonifiés. Certains agents ont obtenu des autorisations, mais devant l'annulation des vols et le confinement, ceux-ci n'ont pu partir. Il serait souhaitable qu'une instruction permette le report de ces autorisations.

Enfin, comme nous l'avons demandé le 13 avril, nous voulons que chaque agent qui serait amené à retourner travailler dans les services en soit informé de manière écrite, par sa hiérarchie ou son employeur, et que tous les moyens de protection nécessaires soient assurés à celui-ci.

Comptant sur des réponses écrites à ces points, nous vous prions de croire, Monsieur le Secrétaire d'Etat, en notre considération distinguée.



Christian Grolier, secrétaire général UIAFP-FO